

# Opening of Seed Madagascar conference 2019: speech by Phil Boyle (French)

C'est un plaisir d'être ici aujourd'hui et d'avoir été invité à cette conférence sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR). C'est un sujet très proche des valeurs britanniques, et représente l'un de nos domaines d'intervention les plus importants à Madagascar.

Et je voudrais tout de suite féliciter l'équipe de Seed Madagascar, sous la direction inspirante de Lisa Bass, pour l'organisation de cet événement et, plus important encore, pour tout ce qu'ils ont accompli jusqu'ici pour la promotion de la SDSR à Madagascar.

Au coeur de la SDSR se trouve le principe selon lequel toutes les femmes et les filles ont le droit de prendre des décisions éclairées en matière de sexualité et de procréation afin d'avoir une vie saine, d'éviter les contacts sexuels non désirés, de décider quand et combien d'enfants elles veulent avoir et d'être moins exposées aux risques pendant leur grossesse et leur accouchement. Et les nouveaux-nés ne devraient pas mourir de causes évitables.

Le contrôle des femmes et des filles sur leur propre vie et sur leur corps est fondamental pour garantir l'égalité des sexes et leur permet d'éviter des grossesses et des naissances précoces, multiples et souvent dangereuses, et de terminer leurs études, de saisir de meilleures opportunités économiques et de réaliser leur potentiel. En retour, leurs enfants seront en meilleure santé et mieux éduqués.

Notre vision est un monde où chacun peut exercer pleinement ses droits en matière de santé, de sexualité et de procréation, où des services et des informations de qualité à cette fin sont accessibles à tous. Où aucune mère ou aucun bébé ne meurt inutilement avant, pendant ou après la naissance. Où l'épidémie de sida touche à sa fin. Là où les MGF et autres pratiques néfastes sont abandonnées. Où toutes les filles et les femmes vivent dans la dignité, à l'abri de la stigmatisation et de la violence.

Le Royaume-Uni est un chef de file mondial en ce qui concerne le soutien à long terme en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs complets comprenant, la lutte contre le VIH à la planification familiale, la santé maternelle et néonatale, et le soutien aux efforts visant à mettre fin aux mutilations génitales féminines, au mariage précoce et forcé des enfants.

Comme preuve de cet engagement, le Royaume-Uni consacre environ 1 milliard de livres par an pour la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile. Nous nous sommes également engagés à dépenser en moyenne 225 millions de livres sterling par an au cours des cinq prochaines années pour la planification familiale. Cela permettra – chaque année – de soutenir près de 20 millions d'utilisatrices de contraceptifs, d'éviter 6 millions de grossesses non désirées et donc de prévenir plus de 3 millions d'avortements,

dont beaucoup seraient dangereux. Cet engagement sauvera la vie de plus de 6000 femmes chaque année, soit 16 femmes par jour et préviendra le traumatisme de 75 000 mortinaissances et de 44 000 décès de nouveau-nés. La vie de millions d'autres personnes seront transformées, leur donnant le choix et le contrôle sur leur avenir, un droit dont les femmes du Royaume- Uni jouissent aujourd'hui.

Le Royaume-Uni a également investi plus de 200 millions de livres sterling dans un programme phare en matière de santé reproductive appelé "Women's Integrated Sexual Health" (WISH). WISH travaille dans 27 pays à travers le monde, y compris à Madagascar, et fournit des services intégrés de santé sexuelle et reproductive pour permettre aux femmes et aux hommes, en particulier aux jeunes femmes marginalisées, de planifier leur grossesse en toute sécurité. WISH se concentre particulièrement sur les personnes les plus difficiles à atteindre, notamment les jeunes, les personnes handicapées et les plus pauvres.

Le Royaume-Uni soutient également un certain nombre d'autres projets à Madagascar qui fournissent des services et des informations en matière de santé reproductive. Nous finançons un nouveau projet visant à examiner les liens entre la SDR et le changement climatique. Un programme de 600 millions de livres sterling a été récemment annoncé. Il permettra le financement de la fourniture de produits de santé reproductive dans le monde entier, y compris à Madagascar.

Le Royaume-Uni est l'un des principaux contributeurs au Mécanisme de financement mondial de la Banque mondiale, qui aide les gouvernements, y compris celui de Madagascar, à mettre au point un ensemble d'investissements à fort impact dans la SDR et à mobiliser davantage de financements pour la mise en oeuvre d'une stratégie dans ce domaine. Et le Royaume-Uni soutient également Amplify Change, un mécanisme de petites subventions qui appuie cinq projets à Madagascar, y compris le projet Safidy de SEED Madagascar.

Mais le soutien financier majeur du Royaume-Uni à ces projets serait voué à l'échec sans les efforts extraordinaires de nos ONG partenaires oeuvrant sur le terrain. J'aimerais rendre un hommage particulier à SEED, dont j'ai pu constater de première main la qualité du travail dans le sud-est de Madagascar. Le succès du projet Safidy depuis 2012 a été une source d'inspiration et devrait servir de modèle pour les autres.

Nous sommes heureux que le gouvernement malgache ait accordé la priorité à la santé reproductive et à l'égalité des sexes dans le cadre d'un programme durable de réduction de la pauvreté. Le taux de prévalence contraceptive à Madagascar est passé de 33% en 2012 à 41% en 2019. La nouvelle loi sur la planification familiale a élargi l'accès des groupes marginalisés aux services de planification familiale. La Première Dame Mialy Rajoelina est une ardente défenseuse de la lutte contre la violence sexuelle. Au début de cette année, le président Rajoelina a annoncé que les préservatifs ne seront plus soumis à la taxe gouvernementale, en déclarant : "Nous n'épargnerons aucun effort pour que le rêve, la vision de la CIPD au Caire, devienne une réalité pour le développement et l'émergence de Madagascar.

L'événement d'aujourd'hui arrive à point nommé, puisqu'une semaine avant le sommet de la CIPD+25 à Nairobi, les gouvernements et la société civile du monde entier se sont réunis pour prendre des engagements envers la SDR. Et j'espère que le gouvernement malgache pourra bientôt ratifier le Protocole de Maputo, qui contient des dispositions d'une grande portée sur les droits humains des femmes. 42 autres pays africains l'ont déjà ratifié.

Nous attendons avec intérêt de pouvoir travailler avec le gouvernement et la société civile pour réaliser la vision ambitieuse de la CIPD à Madagascar.

Merci beaucoup pour votre aimable attention.